



LES ASSOCIATIONS FACE A LA CONJONCTURE

1^{ère} édition - Décembre 2011

Sous la direction de
Cécile BAZIN, Roger SUE et Jacques MALET

Avec la participation de
Pierre Blein, Patrick Bonneau, Thibault Bordeaux, Alain Détolle, Pascal Dreyer,
Marie Duros, Marc Fourdrignier, Patrick Lavaure, Jean-Louis Posté,
Henitsoa Raharimanana, Dominique Thierry, Daniel Vaillau et André Verchère.

L'ESSENTIEL

Un nouveau suivi de conjoncture

Les difficultés apparues dans le secteur associatif nous incitent à un suivi plus régulier de son évolution, sur la base d'indicateurs tenus à jour : dynamique de créations, observation de l'emploi, et baromètre de l'opinion des responsables associatifs. Deux temps forts : en décembre pour faire le point de la rentrée associative et des perspectives début 2012, et en juin pour un premier bilan de l'année, et pour évoquer les projets et les craintes pour la reprise en septembre.

Nuages persistants

A l'automne 2011, le nombre des créations d'associations est resté sur une courbe comparable à celle qui a été tracée depuis deux ans : moins d'initiatives, traduisant un certain repli sur soi, et une crainte de se lancer à la vue des difficultés que rencontrent la majorité des 1.300.000 associations actuellement en activité.

Après trois trimestres consécutifs de baisse, l'emploi associatif a perdu un peu moins de 26.000 salariés entre octobre 2010 et juin 2011, une année associative qui restera comme un décrochage significatif du secteur, en décalage avec celui de l'emploi privé, intervenu deux ans plus tôt. L'orientation du troisième trimestre 2011 semble présenter une très légère accalmie, avec une érosion de 1,5% sur un an, mais il faudra attendre les chiffres du 4^{ème} trimestre (octobre – décembre 2011). Il est difficile d'être optimiste si l'on en juge par le diagnostic et les pronostics des responsables associatifs employeurs.

Comment s'est passée la rentrée ?

Nous avons donné la parole aux responsables associatifs, dans une enquête de conjoncture, réalisée en ligne entre le 2 et le 8 décembre 2011. Les réponses d'un échantillon représentatif de 743 dirigeants, au regard de l'activité et de la taille des différentes associations, montre que la situation a été bonne dans les deux tiers des associations sans salarié, mais seulement dans 50% des celles employant plus de 5 salariés. Et la rentrée a été très difficile dans 7% des associations, soit plus de 90.000 en France.

Si la situation a été tendue pour près de 40% des associations, sur le plan financier, elle l'a été plus encore en matière de ressources humaines bénévoles, avec 53% de dirigeants insatisfaits quant au nombre, à la disponibilité et au savoir-faire des bénévoles de leur association. Pour autant, c'est la perception, bonne ou mauvaise, de la situation financière qui influence le plus le diagnostic sur la situation générale actuelle de l'association.

Comment voyez-vous les prochains mois ?

Alors qu'ils étaient globalement 65% à juger bonne la situation à la fin de l'année 2011, ils ne sont plus que 52% à penser qu'elle restera en l'état, au début 2012. Parmi leurs craintes, la ressource humaine bénévole vient largement en premier, globalement, pour un dirigeant sur deux (31% concernant le bénévolat d'animation, et 16% concernant l'investissement et la motivation des membres de l'équipe dirigeante). Mais chez les employeurs de plus de cinq salariés, ce sont les ressources financières (45%) qui viennent en tête.

Une association employeur sur quatre risque de réduire son effectif salarié, au cours des premiers mois de 2012, et cette proportion va même jusqu'à une association sur trois dans le secteur social.

Et pourtant, l'optimisme personnel est majoritaire

En dépit de ces sombres pronostics pour les mois à venir, les dirigeants sont majoritairement optimistes pour leurs associations, à moyen terme : 63%, mais seulement 50% dans le sport et dans les associations employeurs.

Par ailleurs, même si elles sont forcément liées, les responsables font une nette différence entre leurs préoccupations liées à leur association et leur sentiment personnel de dirigeant : ils sont ainsi 17% à se dire plus déterminés que jamais, et 64% à se dire déterminés. On aura garde toutefois d'oublier les 11% qui se disent résignés, surtout dans les petites associations qui mettent en avant des difficultés en matière de bénévolat. Et les 8% qui se disent révoltés, plus particulièrement dans les grandes associations employeurs, surtout pour des raisons financières.

Enfin, plus de 80% des responsables associatifs conservent de fortes motivations et des satisfactions dans leur engagement bénévole quelle que soit l'association dans laquelle ils se situent.

Le prochain suivi de conjoncture sera préparé pour le mois de juin 2012.

POURQUOI CETTE INITIATIVE ?

Notre équipe s'inscrit dans une observation de la vie associative depuis déjà huit années. *La France associative en mouvement* marque chaque automne le temps fort de ce suivi, et la dernière édition d'octobre dernier a montré quelques signes de difficulté dans ce secteur. Il nous a semblé que le temps était venu d'accélérer un peu ce rythme annuel, dans un contexte particulier comme celui d'aujourd'hui.

L'expérience acquise au fil des années, et les partenariats durables et confiants que nous avons noués, nous permettent de disposer d'informations puisées à la source. Notre travail d'équipe s'enrichit du regard expert de celles et ceux qui travaillent gracieusement avec nous depuis près de huit ans.¹

Les conditions étaient donc réunies pour que nous décidions avec eux, d'apporter à tous ceux qui voudront bien les consulter, et en faire leur éventuel profit, des informations sur la base d'indicateurs tenus à jour, sur un mode régulier : calé sur une année associative qui démarre au mois de septembre avec les forums que chacun connaît, qui permet de faire un premier point de cette rentrée, dans le courant du mois de décembre, et qui se conclut généralement à la fin du mois de juin, avec un bilan plus complet.

Ces indicateurs, renseignés et commentés en décembre et juin, se fondent sur trois approches complémentaires : la dynamique de création d'associations permet de mesurer l'envie de s'associer et de construire ensemble, l'évolution de l'emploi est devenue un enjeu économique très important, et le moral des dirigeants complète ce panorama forcément incomplet, mais éclairant sur cette France associative que plébiscitent 80% des Français.

Même si notre regard est bienveillant, Recherches & Solidarités est aussi une association, il se veut à la fois le plus objectif possible, et libre de toute contingence, quelle soit financière ou d'un autre ordre. Nos travaux sont destinés à renforcer la connaissance du tissu associatif, en mettant en avant ses évolutions qu'elles soient positives ou négatives. Ils n'ont pas pour objet d'attirer l'attention sur les seules difficultés. Tel est le rôle - bien légitime - des représentants du secteur associatif.

CECILE BAZIN – JACQUES MALET²

UN RAPIDE ETAT DES LIEUX

⇒ Les Français sont 80% à faire confiance aux associations (enquête Cevipof pour la Fonda en 2007, et enquête Louis Harris en 2011). Pourtant, ils ne sont que 45% à adhérer, proportion sans changement depuis dix ans, en dépit d'une offre associative qui a augmenté de 20%. Les jeunes, les femmes et les personnes modestes sont toujours autant en retrait et hésitent plus que les autres à adhérer.

⇒ La proportion des Français engagés bénévolement dans une association, se situe aux environs de 22%, proportion qui n'a pas non plus varié depuis dix ans. On comprend alors la tension qui augmente au sein des associations, de plus en plus nombreuses, pour trouver la ressource bénévole dont elles ont besoin.

¹ Composition du Comité d'experts disponible : <http://www.recherches-solidarites.org/page/qui-sommes-nous/comite-dexperts/>

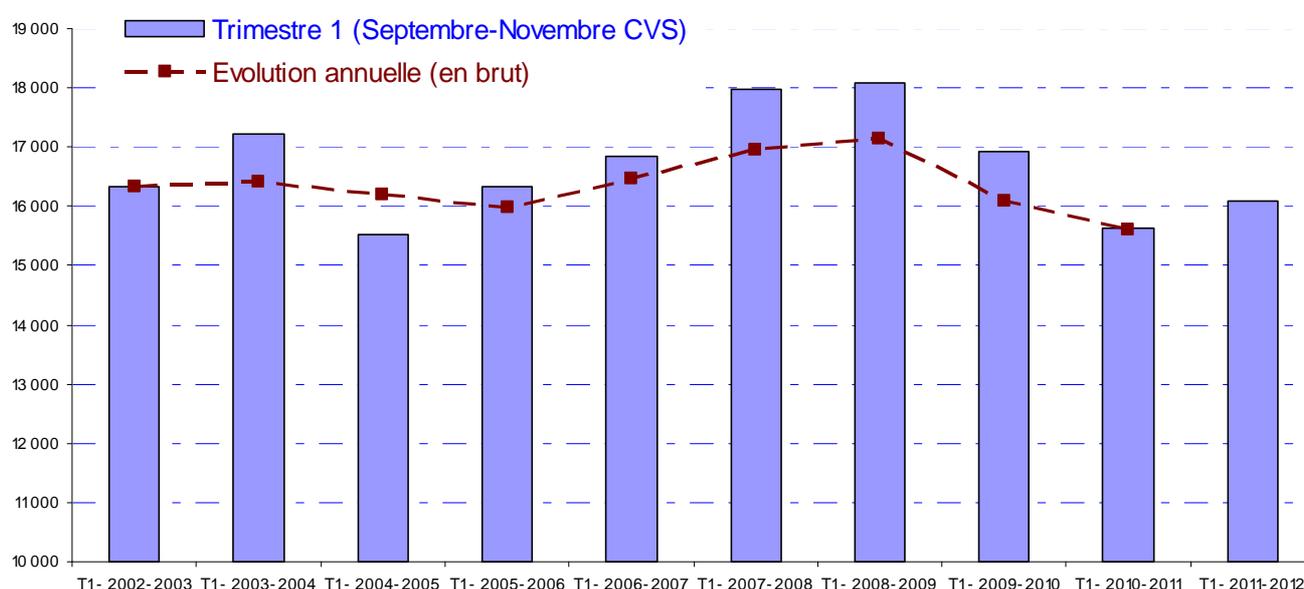
² Directrice et Président fondateurs de Recherches & Solidarités.

I – REGARD TRIMESTRIEL SUR LES CREATIONS

On perçoit une tendance lourde sur la durée, et c'est ce que permet de montrer l'évolution annuelle des créations d'associations. Ainsi, le reflux observé en 2009-2010 et confirmé en 2010-2011, montre une moins grande confiance des Français pour créer une nouvelle association. Pour envisager un suivi conjoncturel, construit sur une période trimestrielle, il fallait prendre deux précautions essentielles : d'une part effectuer une correction des variations saisonnières pour la série de tous les trimestres, selon les règles méthodologiques classiques, d'autre part, comparer uniquement des trimestres homologues, selon le rythme associatif.

C'est ainsi que le graphique suivant présente la série des trimestres de rentrée, comportant 13 semaines, du début du mois de septembre de chaque année, à la fin du mois de novembre, et ce sur une période significative de dix années. Sur le même graphique, nous avons reconstitué, en tendance, l'évolution annuelle, de début septembre à fin août, correspondant aux dix années prises en référence. On peut voir ainsi dans quelle mesure le trimestre de rentrée s'est inscrit dans le même type d'évolution que l'ensemble de l'année.

Evolution du nombre de créations (données CVS) au cours du trimestre de rentrée, sur 10 ans



Source : Services du Journal officiel – Traitement R&S. Lecture : La série des premiers trimestres est présentée en histogramme, selon des valeurs corrigées des variations saisonnières : 16.099 au premier trimestre 2011-2012. La courbe de tendance représente l'évolution annuelle des créations, en base calée sur le premier trimestre 2002-2003.

La courbe de la série des premiers trimestres épouse assez bien la tendance de l'évolution annuelle. On peut noter une rentrée associative un peu moins créatrice en 2004-2005 (la courbe annuelle est située au-dessus de la barre trimestrielle), et une rentrée plus dynamique, en matière de créations, au regard du résultat des années correspondantes, entre 2007-2008 et 2009-2010.

Le mouvement de repli observé depuis l'année 2009-2010 se traduit dans le bilan annuel et également au cours du premier trimestre. Les dernières données disponibles, recueillies pour les mois de septembre à novembre 2011, montrent que la tendance est sensiblement la même que celle observée pour l'année 2010-2011.

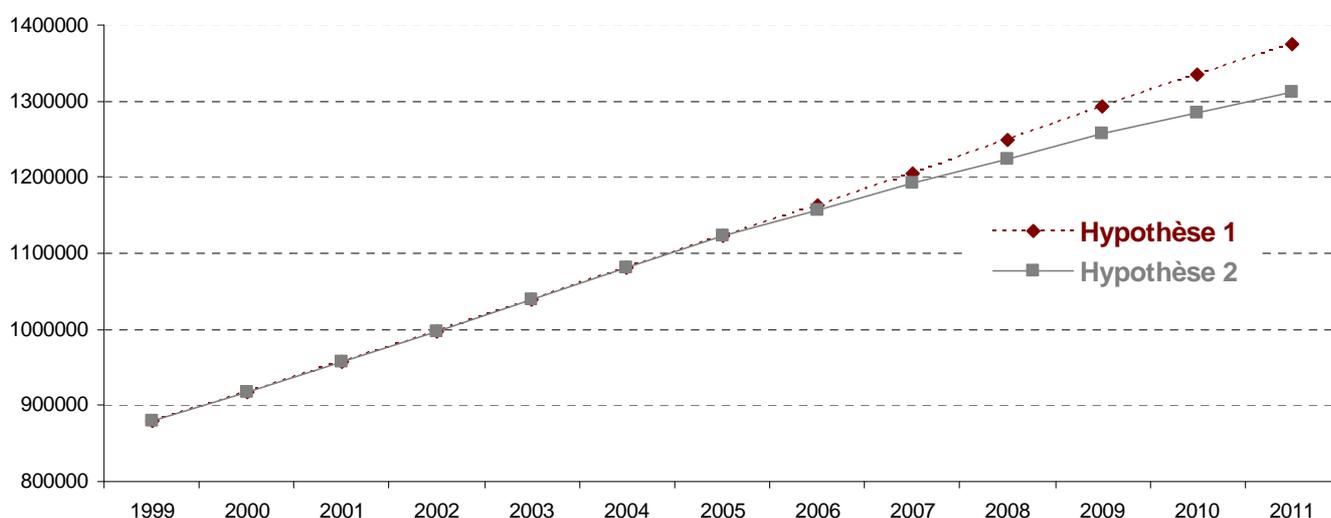
COMBIEN D'ASSOCIATIONS EN ACTIVITE ?

Ce suivi des créations permet, entre autres indicateurs, d'estimer le nombre des associations en activité. Une actualisation nous a semblé utile ici. Elle va permettre au lecteur, aux acteurs et aux décideurs, d'évaluer approximativement le nombre d'associations concernées, lorsque nous aborderons les résultats de notre enquête de conjoncture, auprès des responsables associatifs.

Nous nous appuyons ici sur les données publiées par le Centre d'économie de la Sorbonne (CES), issues d'enquêtes nationales (1999 – 2005) et qui ont conduit à l'estimation du nombre d'associations en activité en France. En attendant que les résultats d'une enquête plus récente soient publiés, nous sommes partis de la variation constatée entre 1999 et 2005, pour formuler deux hypothèses, en fonction de notre observation annuelle des créations d'associations.

Précisons bien que, le moment venu, c'est le chiffre issu de la nouvelle enquête nationale du CES, et des travaux correspondants, qui fera autorité. Quoiqu'il en soit, elles resteront des hypothèses dans la mesure où on n'aura jamais, fort heureusement³, un état civil des associations.

Evolution du nombre d'associations en activité : deux hypothèses



Sources : Etudes publiées par le Centre d'économie de la Sorbonne – Services du Journal Officiel - Suivi annuel des créations d'associations

A partir d'une évaluation formulée en 1999 (880.000 associations en activité), actualisée en 2007, sur la base d'une enquête réalisée en 2005 (1.100.000 associations en activité), il nous a semblé intéressant de formuler deux hypothèses, pour une actualisation en cette fin 2011. Dans la première hypothèse, l'évolution constatée entre 1999 et 2005 se poursuit, avec une augmentation annuelle du nombre d'associations équivalente à 60% des créations de l'année correspondante, et on parviendrait à un nombre d'associations qui pourrait avoisiner 1.400.000.

Dans une seconde hypothèse, qui a notre préférence, la résistance des nouvelles associations serait moindre, et la disparition des associations plus anciennes serait plus fréquente, de telle sorte que la progression annuelle faiblirait, toujours proportionnellement au nombre de créations. Et dans ce cas, nous pourrions nous situer autour d'un nombre de 1.300.000 associations, aujourd'hui.

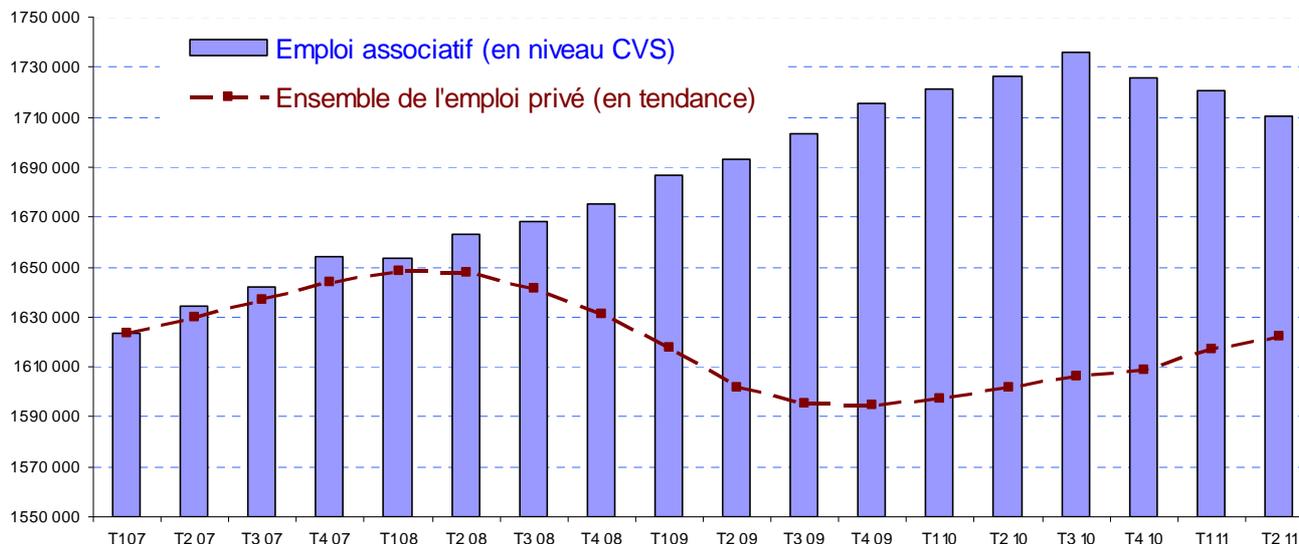
³ Mieux vaut, en effet, rester dans ces hypothèses qui illustrent suffisamment l'importance du secteur, que d'importuner les dirigeants associatifs par des démarches administratives supplémentaires, qui viendraient, sans grand avantage, au détriment de leurs actions de terrain.

II – UNE CERTAINE STABILISATION DE L'EMPLOI ASSOCIATIF

Un basculement au 4^{ème} trimestre 2010

En coopération avec la direction des études de l'ACOSS, nous suivons l'emploi associatif depuis maintenant six années. Depuis trois ans, cette observation s'est affinée, pour se fixer sur un rythme trimestriel. Le premier graphique présente les évolutions respectives de cet emploi, et de l'ensemble du secteur privé. Pour permettre de lire aisément ce graphique, nous avons pris une base commune, au premier trimestre 2007, prolongée par l'histogramme en niveau, pour l'emploi associatif, et par une courbe de tendance pour l'ensemble du secteur privé.

Evolution trimestrielle (en niveau CVS) de l'emploi associatif, corrigé des variations saisonnières



Source : ACOSS-URSSAF – Traitement R&S – Lecture : L'évolution de l'ensemble du secteur privé a été reconstituée, en tendance, à partir d'une base correspondant au niveau de l'emploi associatif, au premier trimestre 2007.

L'évolution a été comparable, jusqu'au premier trimestre 2008. Pendant que l'emploi associatif poursuivait sa progression, l'emploi du secteur privé régressait, jusqu'au 3^{ème} trimestre 2009, se stabilisait et repartait légèrement à la hausse, jusqu'au 2^{ème} trimestre 2011. On note qu'il se situe très légèrement au-dessous de son niveau du début 2007. De son côté, l'emploi associatif enregistrait un sommet au 3^{ème} trimestre 2010. Sa progression était alors de plus de 110.000 emplois, soit 7% de plus qu'au début 2007.

Selon l'effet retard que nous avons présenté dans la dernière édition de *La France associative en mouvement*,⁴ le secteur associatif a ensuite connu trois trimestres de baisse, avec une perte cumulée de 25.900 emplois, soit 1,5%, par rapport au 3^{ème} trimestre 2010. Cette période de baisse correspond très exactement à l'année associative 2010-2011, puisqu'elle démarre en octobre 2010, et s'est prolongée jusqu'à l'été 2011.

Cette baisse était prévisible, au vu des résultats de l'enquête nationale que nous avons menée en juin 2010⁵. En effet, 60% des responsables employeurs prévoient un maintien de leur effectif salarié, 15% un renforcement, 13% une réduction, et surtout 12% indiquaient ne pas disposer d'assez d'éléments pour répondre. Ils ont constaté une baisse de leurs subventions au titre de l'année 2010, de même qu'une baisse de leurs recettes propres, et estimaient, dans une proportion de 52%, qu'au regard de la crise, *le plus difficile était encore à venir*.

Un premier recul de plus de 10 000 emplois associatifs au 4^{ème} trimestre 2010 est donc venu confirmer ces pronostics pessimistes : chacun sait que le rythme associatif est le plus souvent calé sur le rythme scolaire, et les responsables ont attendu la nouvelle année 2010-2011 pour réduire un peu leurs effectifs. Un nouveau recul, presque équivalent (- 0,4%, soit environ 5.700 emplois) est intervenu au premier trimestre 2011. Dans deux enquêtes menées au cours du printemps 2011, en Lorraine et en Pays de la Loire (1.165 responsables interrogés), cette tendance s'est confirmée : environ 17% des responsables associatifs employeurs se disaient en réelle difficulté économique.

Un troisième trimestre consécutif de baisse (0,6%) a réduit encore de plus de 10 000 emplois un secteur qui avait toujours affirmé son dynamisme et qui souffre manifestement.

⁴ <http://www.recherches-solidarites.org/etudes-thematiques/vie-associative/>

⁵ Recherches & Solidarités – L'opinion des responsables associatifs – sixième vague d'enquête nationale.

Un certain répit au 3^{ème} trimestre 2011 ?

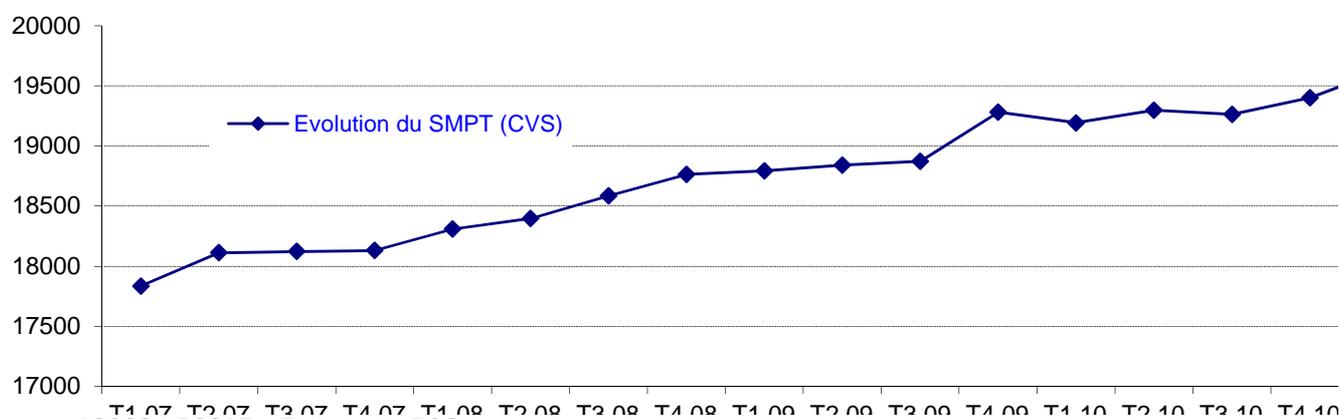
Concernant l'évolution de l'emploi privé, les services de l'ACOSS ont indiqué qu'après six trimestres de hausse consécutive, comme on peut le voir dans le graphique, une légère baisse était intervenue (- 0,1%), accompagnée d'une baisse de la masse salariale (- 0,1%). De son côté, l'emploi associatif poursuit son évolution dans le même sens qu'au cours des trimestres précédents, mais selon une baisse qui semble se réduire.⁶ On reste, en tout état de cause, sur un glissement annuel de - 1,5%.

Il semble que le recul porte plutôt sur la masse salariale, au cours du 3^{ème} trimestre, comme cela s'était produit au 1^{er} trimestre 2010, comme on va le voir plus loin. Il est donc possible que les associations aient un peu allégé leurs actions d'été, à partir d'une réduction du temps de travail des intervenants à temps partiel. Les résultats du 4^{ème} trimestre seront décisifs : verra-t-on, avec le début d'une nouvelle année associative, un autre recul semblable à celui qui s'est produit à l'automne 2010 ?

La notion de salaire moyen par tête (SMPT)

En divisant la masse salariale par le nombre des salariés, on obtient un indicateur qui nous semble d'autant plus précieux, pour ce qui concerne le secteur associatif, car il comporte un nombre important d'emplois à temps partiel. Un graphique présente l'évolution de cet indicateur, et permet de reconstituer ce qui s'est passé au cours de la période récente.

Evolution trimestrielle du salaire annuel moyen par tête (données CVS), au sein du secteur associatif



Source : ACOSS-URSSAF – Traitement R&S

On sera frappé de constater une augmentation du salaire moyen par tête (SMPT), obtenu en divisant la masse salariale totale par le nombre de salariés, précisément au moment de la baisse des effectifs. En effet, à partir du dernier trimestre 2010, correspondant à la rentrée 2010-2011, ce salaire moyen augmente régulièrement. Le tableau suivant permet de préciser les choses, avec la présentation trimestrielle des trois indicateurs que sont le nombre de salariés, la masse salariale et le salaire moyen par tête.

Indicateurs de l'emploi associatif sur 18 mois – Glissement trimestriel en données CVS*

Période	Masse salariale	Emploi	SMPT
1 ^{er} trimestre 2010	-0,1%	0,3%	-0,5%
2 ^{ème} trimestre 2010	0,8%	0,3%	0,6%
3 ^{ème} trimestre 2010	0,4%	0,6%	-0,2%
4 ^{ème} trimestre 2010	0,1%	-0,6%	0,7%
1 ^{er} trimestre 2011	0,9%	-0,3%	1,2%
2 ^{ème} trimestre 2011	0,2%	-0,6%	0,8%

Source : ACOSS-URSSAF – Traitement R&S. * données corrigées des variations saisonnières

En observant de plus près l'année 2010, dès lors que nous avons constaté ce basculement en termes d'emploi, on peut constater un signe précurseur : en effet, au cours du premier trimestre 2010, pour les associations qui pouvaient se le permettre, compte tenu du rythme de leurs actions, il y a eu une nette inflexion en termes de masse salariale (-0,1% faisant suite à une augmentation de 2,9% au dernier trimestre 2009).

⁶ Selon des données provisoires.

Cela s'est traduit par une diminution de 0,5% du salaire moyen par tête, faisant suite à une augmentation de 2,2% au trimestre précédent. Il est donc possible, puisque le nombre de salariés a continué d'augmenter (0,3%), que ce mouvement ait correspondu à la réduction du nombre d'heures effectués par les salariés employés à temps partiel.

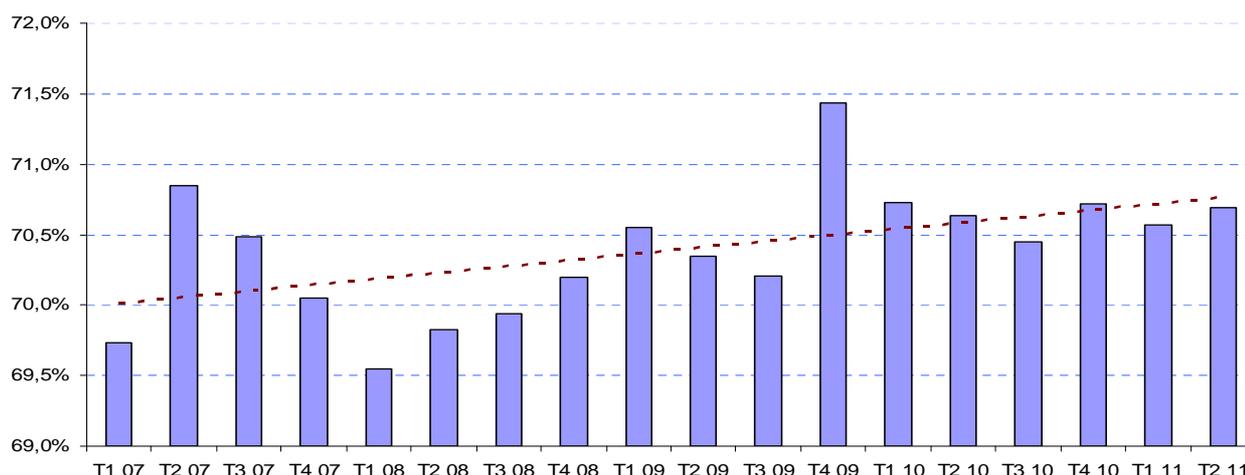
A partir du 4^{ème} trimestre 2010, le nombre d'emplois diminue, la masse salariale augmente moins, et le salaire moyen par tête augmente : il est possible que deux facteurs aient joué d'une manière complémentaire. D'une part, la suppression d'emplois pourrait avoir d'abord concerné des salariés à temps partiel, ce qui fait monter d'autant la moyenne du temps de travail, et par conséquent du SMPT. D'autre part, on peut imaginer, au sein des grandes associations, que l'on a demandé à certains salariés à temps partiel d'augmenter un peu leurs temps d'intervention, pour compenser le départ de certains autres intervenants, également à temps partiel.

Un indicateur complémentaire

Le secteur associatif comporte, sans qu'on puisse encore le savoir avec précision⁷, une assez forte proportion de salariés à temps partiel. Et nous avons toujours souligné que le secteur comportait environ un emploi privé sur dix, mais seulement près de 7% du total de la masse salariale privée. Avec 35 milliards d'euros en 2010, comprenant aussi la masse salariale du secteur associatif sous régime agricole, on se situe sensiblement au niveau de l'ensemble du secteur de la construction (36 milliards d'euros).

Dès lors que nous suivons les évolutions respectives du secteur associatif et de l'ensemble du secteur privé, et dès lors que la notion de temps partiel est fortement influente sur celle de salaire moyen par tête, il nous a semblé utile de suivre un nouvel indicateur. Il s'agit du rapport que l'on observe entre le SMPT dans le secteur associatif, et le SMPT dans l'ensemble du secteur privé.⁸ Le graphique suivant présente l'évolution de ce rapport, qui a manifestement subi quelques variations, même s'il reste dans une valeur située entre 69,5% et 71,5%.

Evolution trimestrielle (données CVS) du rapport entre le SMPT du secteur associatif et celui de l'ensemble du secteur privé



Source : ACOSS-URSSAF – Traitement R&S. Lecture : Au deuxième trimestre, le SPMT associatif représentait 70,7% du SPMT de l'ensemble du secteur privé. Une courbe linéaire de tendance a été intégrée dans le graphique.

Si l'on excepte les deux augmentations brutales, constatées au 2^{ème} trimestre 2007 et au 4^{ème} trimestre 2009, et pour lesquelles nous n'avons aucune explication particulière, la tendance générale de la courbe est régulièrement à la hausse, depuis le début de l'année 2008. Dès lors qu'il n'y a aucune raison de penser que l'évolution des salaires a été significativement différente, ni que cette évolution pourrait correspondre à des différences, en termes d'heures supplémentaires, on peut supposer qu'elle est liée à une augmentation du temps de travail, chez les salariés à temps partiel.

⁷ Compte tenu des écarts constatés dans l'estimation du nombre des équivalents temps pleins : pour la même année 2005, 1.302.000 selon l'INSEE (Clap), et 1.045.000 selon le Centre d'économie de la Sorbonne.

⁸ On pourrait aussi, en fonction d'objectifs à définir, suivre ce rapport entre certains domaines précis du secteur associatif, et certains domaines proches, appartenant à la sphère lucrative. Nous avons commencé de le faire, en lien avec l'UNIOPSS, notamment pour ce qui concerne l'aide à domicile.

III – LE MORAL DES DIRIGEANTS ASSOCIATIFS

L'équipe de Recherches & Solidarité a décidé de donner la parole aux dirigeants des associations, depuis plusieurs années : les résultats présentés ici sont issus de la huitième vague nationale⁹. Il s'agit ici, pour la première fois, d'une enquête de conjoncture, destinée à s'inscrire dans un baromètre construit au service du secteur et de ses acteurs.

Méthodologie : Une enquête de conjoncture doit présenter trois caractéristiques : un échantillon significatif, notamment au regard des deux critères principaux que sont la taille des associations appréciée au regard de son budget et de ses ressources humaines (bénévoles et salariés éventuels) ; un échantillon représentatif, au regard de la réalité associative, avec une pondération construite à cet effet ; un questionnement réalisé en un temps réduit, de telle manière qu'il n'y ait pas de biais liés à des événements d'actualité particuliers.

Cette enquête a été réalisée auprès de 743 responsables associatifs, au sein d'un panel comportant 3.838 références. Celui-ci est régulièrement renouvelé grâce aux invitations à répondre à l'enquête adressées par une trentaine de relais d'horizons différents : des services déconcentrés de l'Etat, des structures d'appui à la vie associative, des services de la vie associative d'une quinzaine de grandes villes, de conseils généraux et de conseils régionaux, plusieurs réseaux associatifs nationaux comme France Bénévolat, AnimaFac, le réseau national des maisons des associations, ainsi que des médias spécialisés comme Association Mode d'Emploi.

Elle s'est déroulée en ligne du 2 au 8 décembre 2011. L'échantillon national représentatif a été constitué d'après la méthode des quotas appliquée aux variables « budget » et « secteur d'activité » de l'association.

Le questionnement a été mis au point en concertation avec une quinzaine de membres du Comité d'experts (sociologues, universitaires, spécialistes des enquêtes, statisticiens, personnalités très impliquées dans la vie associative... Il a été conçu de manière à ne pas prendre trop de temps aux répondants, de manière à les conduire vers des réponses tranchées, et de manière à pouvoir être conduit deux fois par an, sous forme de baromètre.

Comme chacun sait, le mouvement associatif est d'une grande diversité : par conséquent, un résultat général n'a de sens que s'il peut être décliné selon les trois critères qui nous semblent les plus déterminants¹⁰. Naturellement, le secteur d'activité dans lequel agit l'association est essentiel, et constitue la première série de résultats. Viennent ensuite deux critères que nous avons jugés utilement complémentaires dans cette présentation : la taille appréciée en fonction du budget, d'une part, et appréciée selon que l'association agit exclusivement avec sa ressource humaine bénévole, ou selon qu'elle emploie jusqu'à 5 salariés, ou au-delà.

⁹ Elles ont été prolongées par des enquêtes régionales (Poitou-Charentes, Pays de la Loire, Lorraine, en partenariat avec la CPCA) et par des enquêtes départementales (Eure, Jura, Eure et Loir...).

¹⁰ La robustesse de chaque segment a été vérifiée, selon chacun des trois critères. Les résultats ont été pondérés, pour donner à chacun des segments le poids correspondant à la réalité approchée par les enquêtes nationales réalisées par le Centre d'économie de la Sorbonne.

I - COMMENT S'EST PASSEE LA RENTREE ?

Situation générale jugée bonne dans les deux tiers des associations

Et c'est encore heureux ! A la fois au regard des espoirs que les Français portent dans le secteur associatif, et pour le fonctionnement de nombre d'activités. Ce repère, constant depuis plusieurs années, est utile. Mais on va voir, que le diagnostic est différent selon la taille de l'association, et on gardera en mémoire la proportion significative de celles qui souffrent durement.

Depuis la rentrée de septembre,
comment jugez-vous la situation générale de votre association (actions, missions, projets) ?

		Très bonne	Bonne	Ss total "bon"	Difficile	Très difficile	Ss total "difficile"	NSP	Total
Secteur	Culture	11%	55%	66%	26%	8%	34%		100%
	Loisirs (1)	6%	69%	75%	21%	4%	25%		100%
	Social (2)	10%	51%	61%	31%	7%	38%	1%	100%
	Sports	9%	52%	61%	28%	10%	38%		100%
	Autres	11%	51%	62%	32%	6%	38%		100%
Salariés	Pas de salarié	11%	57%	68%	25%	8%	33%		100%
	1-5 salariés	8%	54%	62%	33%	5%	38%		100%
	Plus de 5 salariés (3)	4%	46%	50%	40%	10%	50%		100%
Budget	Moins de 10 000 €	10%	57%	67%	24%	9%	33%		100%
	De 10 000 à 75 000 €	10%	55%	65%	31%	3%	34%	1%	100%
	Plus de 75 000 € (3)	7%	50%	57%	36%	7%	43%		100%
Ensemble		10%	55%	65%	28%	7%	35%	0%	100%

Enquête R&S – ORA – Décembre 2011. (1) Groupe comportant les associations de loisirs et d'éducation populaire. (2) Groupe comportant les associations humanitaires, du domaine de la santé et du secteur social. (3) Sont ici groupées des réponses qui peuvent aussi se ventiler selon une stratification détaillée.

Si globalement les deux tiers des responsables associatifs estiment positivement la situation de leur association, des écarts significatifs sont perceptibles : en faveur des associations de loisirs et d'éducation populaire, et en défaveur des associations du domaine social et sportif. Il en est de même pour les grandes associations, comportant plus de 5 salariés et un budget important.

La proportion des responsables indiquant que leur association est dans une situation très difficile, est de 7% : cela représente plus de 90.000 organismes qui, aujourd'hui, risquent de disparaître. Cette proportion est plus forte dans le domaine du sport : un chiffre de 10% dans ce secteur, cela correspond à environ 26.000 associations.

PAROLES D'EXPERTS :

Même si une majorité de dirigeants persiste dans une analyse positive de l'adéquation : objet de l'association, ressources disponibles, utilité sociale de l'association, un tiers d'entre eux (28% + 7%) sont d'un avis contraire. Cette répartition est à observer dans son évolution. La puissance publique (Etat, collectivités locales) doit être très attentive à ce baromètre. Que la tendance actuelle se modifie sensiblement et c'est l'équilibre de notre société qui pourrait être remis en cause.

L'équilibre des expressions paraît assez logique compte tenu de la période de référence. Cette période correspond souvent à celle du démarrage de projets programmés en année n-1 ou au 1er semestre de l'année n. En cette période de l'année, les subventions sollicitées ont déjà donné lieu à des notifications et les mesures de régulations budgétaires prononcées par la puissance publique ne portent pas sur ces projets, mais sur ceux qui seront initiés en début d'année suivante.

Une situation financière tendue pour plus de 140.000 associations

Depuis la rentrée, comment jugez-vous la situation financière de votre association ?

		Très bonne	Bonne	Ss Total "bon"	Difficile	Très difficile	Ss Total "difficile"	NSP	Total
Secteur	Culture	4%	59%	63%	27%	9%	36%	1%	100%
	Loisirs	9%	57%	66%	26%	8%	34%		100%
	Social	10%	49%	60%	24%	16%	40%		100%
	Sports	5%	54%	59%	28%	13%	41%		100%
	Autres	7%	50%	57%	31%	11%	42%	1%	100%
Salariés	Pas de salarié	8%	57%	65%	24%	11%	35%	0%	100%
	1-5 salariés	4%	48%	52%	36%	13%	49%		100%
	Plus de 5 salariés	2%	46%	48%	38%	10%	48%	4%	100%
Budget	Moins de 10 000 €	7%	57%	64%	24%	12%	36%		100%
	De 10 000 à 75 000 €	7%	54%	60%	31%	7%	38%	1%	100%
	Plus de 75 000 €	5%	41%	46%	38%	13%	51%	2%	100%
Ensemble		7%	54%	61%	28%	11%	39%	0%	100%

Enquête R&S - ORA - Décembre 2011.

Cette fois, les réponses positives sont minoritaires, parmi les responsables des associations comportant plus de cinq salariés (48%), et/ou disposant d'un budget important (46%). De grandes difficultés dans le secteur social, avec 16% de responsables très inquiets.

Face à une question un peu différente¹¹, les responsables étaient 6% en janvier 2011, à indiquer que leur association est en grande difficulté.

PAROLES D'EXPERTS :

La question des ressources est une des dimensions de l'appréciation des dirigeants. On aurait pu s'attendre à une sensibilité plus grande sur cette dimension économique de la vie associative.

On peut distinguer ici les réponses des associations gérant des services « permanents » (gestion de structure, emplois salariés...) de celles déposant habituellement des demandes de subvention sur projet. Les responsables les plus pessimistes sont ceux qui gèrent des services permanents. L'impact des régulations budgétaires est en effet plus fort pour ces associations en fin d'année, qu'elles ne le sont pour les structures obtenant des financements sur projets. Plus la subvention de fonctionnement a un caractère permanent (ex : financement de services d'accueil, d'hébergement ; financement d'un personnel salarié) et plus l'impact des régulations est durement ressenti.

Les ressources humaines bénévoles font réellement défaut

Il est vrai que la question portait tout à la fois sur le nombre, la disponibilité et le savoir-faire des bénévoles : et le verdict est sans appel, avec une majorité de responsables insatisfaits.

Depuis la rentrée, comment jugez-vous la situation de votre association, concernant le bénévolat (nombre, disponibilité, savoir faire...) ?

		Très bonne	Bonne	Ss Total "bon"	Difficile	Très difficile	Ss Total "difficile"	NSP	Total
Secteur	Culture	10%	39%	49%	40%	8%	48%	3%	100%
	Loisirs	3%	48%	52%	32%	10%	42%	6%	100%
	Social	9%	36%	45%	41%	12%	53%	2%	100%
	Sports	7%	35%	42%	43%	13%	56%	1%	100%
	Autres	2%	34%	36%	51%	13%	64%	1%	100%
Salariés	Pas de salarié	6%	37%	43%	44%	11%	55%	2%	100%
	1-5 salariés	6%	37%	43%	41%	15%	56%	2%	100%
	Plus de 5 salariés	6%	46%	52%	33%	12%	45%	4%	100%
Budget	Moins de 10 000 €	5%	36%	41%	45%	12%	57%	2%	100%
	De 10 000 à 75 000 €	7%	42%	49%	40%	10%	50%	1%	100%
	Plus de 75 000 €	8%	39%	47%	35%	12%	47%	5%	100%
Ensemble		6%	38%	44%	42%	11%	53%	2%	100%

Enquête R&S - ORA - Décembre 2011.

¹¹ Du point de vue économique et financier, vous diriez que votre association vous paraît : en bonne santé, en situation parfois tendue, souvent en difficulté, en grande difficulté vous n'avez pas assez d'éléments pour répondre.

On notera, cette fois, que 2% des responsables ont préféré ne pas se prononcer, contrairement aux questions précédentes. Cette proportion monte même à 6% dans le secteur des loisirs et de l'éducation populaire, secteur qui par ailleurs affiche le plus grand nombre, relativement, de responsables satisfaits (52%).

Par rapport à des enquêtes antérieures, la situation semble s'être dégradée, surtout dans les plus petites associations, dont le fonctionnement dépend exclusivement de cette ressource humaine. Et on ne se méprendra pas sur les résultats un peu moins préoccupants, dans les associations disposant de plus de 5 salariés : elles peuvent équilibrer leurs actions entre salariés et bénévoles, et sont un peu à l'abri du besoin, de ce point de vue. Ajoutons qu'elles sont généralement connues, et peuvent ainsi un peu plus aisément recruter.

Nous ne saurions trop insister sur cette tension inévitable, dès lors que la proportion des Français bénévoles dans les associations n'a pas progressé depuis 10 ans, et l'augmentation de la population de l'ordre de 7% n'a pas suffi par rapport à l'augmentation du nombre d'associations, de l'ordre de 20% au cours de cette même période.¹²

PAROLES D'EXPERTS :

Une donnée « banale » ressurgit à partir du rapprochement des réponses aux deux questions précédentes : dans le fait associatif, la dimension humaine l'emporte sur la dimension économique.

Les difficultés ressenties par les dirigeants associatifs tiennent beaucoup plus à la fragilisation du bénévolat qu'à la fragilisation de leurs finances. Deux conclusions pourraient en être tirées. La première est redoutable si l'on considère qu'il y a corrélation entre la montée de l'individualisme et la fragilisation du bénévolat. Les associations se heurteraient donc au mur des égoïsmes. Une seconde conclusion plus ouverte tendrait à voir dans le monde associatif, moins dépendant que d'autres secteurs de la vie sociale, de facteurs strictement économiques, une alternative aux bouleversements sociaux qui s'annoncent. Que le bénévolat retrouve un élan et le contrat associatif restera moteur.

PAROLES DE DIRIGEANTS :

" L'équipe vieillit, le renouvellement ne se fait pas, le public se désintéresse de l'organisation, il zappe et cherche des services genre club. Les actions globales ne rassemblent plus."

" Manque de moyens, baisse des subventions, aucune aide pour entretien des bâtiments, baisse du pouvoir d'achat des populations hébergées (classes découvertes, associations sportives, et culturelles), érosion et fatigue des bénévoles et des dirigeants..."

" Notre souci principal concerne le renouvellement et l'engagement des bénévoles souvent aléatoire : disponibilités, intérêts pour le projet : la promotion du bénévolat. "

" On manque de bénévoles ayant entre 30 et 60 ans "

" Concernant les bénévoles actifs, le problème majeur est le vieillissement et donc le manque de dynamisme et le renouvellement. De plus, nous sentons très nettement les effets de la crise: manque d'argent."

De l'influence des finances sur le présent

Outre la cohérence que l'on observe entre les réponses à ces trois questions, on peut analyser les corrélations respectives entre les réponses à la question 2 (finances) et celles de la question 3 (bénévolat), et les réponses à la question 1 (situation générale). Ainsi, parmi les dirigeants qui jugent que leur situation financière est difficile, il s'en trouve 53% pour dire que leur situation générale est également difficile. Parmi les dirigeants qui jugent la situation du bénévolat difficile, il s'en trouve seulement 41% pour dire que leur situation générale est également difficile. Et cette corrélation joue dans les deux sens : les sentiments positifs ressentis quant à la situation générale s'accommodent un peu mieux d'une situation tendue en matière de bénévolat, que d'une situation financière délicate.

On ne confondra donc pas deux idées bien différentes : les difficultés ressenties en matière de bénévolat sont plus fréquentes que celles ressenties en matière financière, mais les premières semblent avoir un peu moins d'importance sur la situation générale, que les secondes. Du moins pour ce qui concerne les mois écoulés.

¹² Pour aller plus loin, et notamment pour imaginer comment tenter de résoudre cette grave difficulté dans les années à venir, consulter *Les différents visages de la solidarité* – septembre 2011 : <http://www.recherches-solidarites.org/etudes-thematiques/regards-sur-les-solidarites/>

II - COMMENT VOYEZ-VOUS LES PROCHAINS MOIS ?

Suit une question qui est une exacte réplique de la première question : ceci de manière à mesurer les différences entre la perception du passé récent, et celle du proche avenir.

Comment voyez-vous la situation de votre association (actions, missions, projets) aux cours des prochains mois ?

		Très bonne	Bonne	Ss Total "bon"	Difficile	Très difficile	Ss Total "difficile"	NSP	Total
Secteur	Culture	8%	38%	46%	49%	5%	54%		100%
	Loisirs	6%	48%	54%	36%	8%	44%	2%	100%
	Social	6%	48%	55%	38%	7%	45%		100%
	Sports	6%	46%	52%	41%	6%	47%	1%	100%
	Autres	4%	48%	52%	42%	6%	48%		100%
Salariés	Pas de salarié	5%	51%	56%	38%	5%	43%	1%	100%
	1-5 salariés	7%	34%	42%	50%	8%	58%		100%
	Plus de 5 salariés	4%	37%	40%	50%	10%	60%		100%
Budget	Moins de 10 000 €	5%	50%	54%	39%	6%	45%	1%	100%
	De 10 000 à 75 000 €	8%	44%	52%	41%	7%	48%	1%	100%
	Plus de 75 000 €	4%	36%	40%	52%	8%	60%		100%
Ensemble		6%	46%	52%	42%	6%	48%	0%	100%

Enquête R&S – ORA – Décembre 2011.

S'agissant des réponses à cette question, on est passé d'un sous-total positif qui était de 65%, concernant les mois écoulés, à 52% concernant les mois à venir, soit 13 points de moins. La chute la plus spectaculaire s'observe dans la culture, les loisirs et l'éducation populaire (20 points), le social et le sport ne dévissant que de 8 points environ. De même, les craintes pour demain sont significativement plus fortes que le diagnostic des mois écoulés pour les « petits employeurs », jusqu'à 5 salariés.

On compte globalement un peu moins de responsables estimant que la situation sera très difficile (6% contre 7%), et cet élan d'espoir de sortir de la zone rouge s'observe surtout dans la culture et le sport, ainsi que dans les associations qui ont un petit budget de moins de 10.000 euros.

PAROLES D'EXPERTS :

Un partage quasi égal entre optimistes : découvrir ainsi le monde associatif « coupé en deux » pose question et rend indispensable un approfondissement de la connaissance des raisons et des conséquences de cette réalité et de son évolution. Compte tenu des observations précédentes, les réponses montrent que les dirigeants pensent dans leur grande majorité que la situation difficile de la conjoncture s'inscrit dans la durée. Les répondants optimistes pensent pouvoir obtenir en 2012 les ressources nécessaires pour poursuivre un projet ou développer une action nouvelle, car l'effet des régulations ne les a pas concernés en 2011. A l'inverse, les répondants impactés par des subventions moindres pensent que la situation difficile va se poursuivre. Les réponses à ces questions inscrivent donc la perception de la situation dans une certaine permanence.

Comme l'écrit notre expert, nous sommes dans une certaine continuité, bien compréhensible : ainsi, parmi les responsables qui jugent la situation très bonne aujourd'hui, 86% pensent qu'elle sera toujours bonne demain. Avec des nuances : 42% disent très bonne, 44% disent bonne. Tout comme parmi ceux qui la jugent très difficile aujourd'hui, 93% pensent qu'elle sera toujours difficile demain, avec des nuances (56% disent très difficile, 37% disent difficile).

Notons des cas très particuliers, vraisemblablement liés à la fin d'un cycle de financement, ou au départ de certains bénévoles, des responsables jugeant aujourd'hui leur situation très bonne, et craignant qu'elle soit difficile demain (15% d'entre eux).

Mais l'observation la plus intéressante montre, effectivement, que les cycles associatifs se suivent et ne se ressemblent pas toujours : ainsi, un trimestre de rentrée jugé convenable peut être suivi d'une crainte pour les débuts 2012.

Sur 100 responsables indiquant que la situation est bonne aujourd'hui, 32 pensent qu'elle pourrait être difficile demain. Ce sont plus souvent des associations employeurs. Inversement, mais ils sont proportionnellement moins nombreux, sur 100 responsables jugeant la situation difficile aujourd'hui, ils sont 18 à penser qu'elle sera bonne demain. Les responsables d'associations sans salarié sont ici plus nombreux. La présence ou non de salariés dans l'association semble influencer leur jugement, et l'emploi est manifestement un sujet d'inquiétude.

De l'influence du bénévolat pour le futur ?

Sur 100 dirigeants qui voient la situation générale difficile demain, il s'en trouve 54 indiquant que la situation est difficile aujourd'hui au plan financier. Et sur ces mêmes 100 dirigeants, il s'en trouve 63 pour dire que la situation est aujourd'hui difficile en matière de bénévolat. Les difficultés en matière de ressources humaines bénévoles seraient donc un peu moins prégnantes, concernant le présent – on fait avec – mais nettement plus angoissantes pour le futur.

PAROLES DE DIRIGEANTS :

" L'association a 34 ans d'activités, mais c'est cette année 2011-2012 que l'on perçoit la fameuse peur. Peur de prendre des responsabilités. Peur d'engager des projets. Peur d'un manque de ressources financières pour avoir accès aux activités."

" Une des principales craintes est le désengagement bancaire au moment où les besoins en flux de trésorerie se feront pressants, non par manque de chiffre d'affaires, mais par augmentation du chiffre "

" Notre association patrimoniale a 12 ans. Un renouvellement récent des membres, l'arrivée d'acteurs très impliqués aux idées neuves (nouveaux retraités encore verts) est une bolée d'air. Par ailleurs la commune nous soutient toujours au travers de conventions..."

Un responsable sur deux, inquiet quant à la ressource humaine bénévole

Lorsqu'on demande aux dirigeants de dégager le sujet d'inquiétude pour demain, ils sont très nombreux à répondre (95%), et parmi ceux qui en choisissent un, ils sont la moitié à mettre en avant la ressource humaine bénévole, qu'elle soit mobilisée pour l'animation ou qu'elle soit mobilisée pour la direction de l'association.

Si vous avez des sujets d'inquiétude, lequel vous semble le plus crucial pour les prochains mois ?

		La situation financière	La ressource bénévole	Les moyens matériels (dont locaux)	La diminution du nombre d'adhérents	La motivation et l'investissement des membres dirigeants	NSP	Total
Secteur	Culture	30%	31%	21%	4%	13%	1%	100%
	Loisirs	22%	34%	10%	13%	15%	6%	100%
	Social	30%	30%	10%	12%	14%	4%	100%
	Sports	29%	25%	10%	9%	21%	5%	100%
	Autres	22%	34%	11%	12%	13%	7%	100%
Salariés	Pas de salarié	21%	35%	14%	10%	15%	5%	100%
	1-5 salariés	36%	24%	7%	11%	17%	4%	100%
	Plus de 5 salariés	45%	16%	12%	8%	18%	2%	100%
Budget	Moins de 10 000 €	18%	37%	14%	10%	17%	5%	100%
	10 000 à 75 000 €	31%	27%	13%	12%	11%	6%	100%
	Plus de 75 000 €	51%	13%	8%	8%	16%	3%	100%
Ensemble		26%	31%	13%	10%	16%	5%	100%

Enquête R&S – ORA – Décembre 2011.

La préoccupation financière arrive en tête pour un dirigeant sur quatre, en moyenne. Mais il faut aller plus loin, car cette proportion varie fortement selon que l'association n'a pas de salarié (21%), ou emploie jusqu'à 5 salariés (36%), ou plus de cinq salariés (45%). La même corrélation s'observe logiquement, concernant le budget, avec un maximum de 51% dans les associations disposant d'un nombre important de salariés et un gros budget, forcément plus vulnérables au cours de la période actuelle.

La ressource bénévole d'animation est le principal sujet d'inquiétude pour 31% des dirigeants, en moyenne, mais nettement moins dans le sport, secteur dans lequel c'est l'inquiétude au sujet de l'équipe dirigeante qui ressort très largement (21% contre 16% en moyenne).

Cette préoccupation est inversement proportionnelle à la présence de salariés, dans la mesure où les associations employeurs peuvent organiser et gérer leurs actions en s'appuyant sur les deux types de ressources humaines. Mais c'est l'inverse que l'on constate, s'agissant des équipes dirigeantes : plus le nombre de salariés est important, plus l'inquiétude est forte sur la motivation et l'investissement des équipes dirigeantes.

Les responsables de la culture mettent en avant leur inquiétude quant aux moyens matériels, dont les locaux qu'ils peuvent utiliser : 21%, contre 13% en moyenne. Ils ne sont en revanche pas vraiment préoccupés par le risque de diminution du nombre de leurs adhérents (4%), contrairement à ceux du secteur des loisirs et de l'éducation populaire (13%).

PAROLES D'EXPERTS

Même si la question des ressources financières (26%) et matérielles (13%) préoccupe les dirigeants, les réponses confortent ici le fait, mis en évidence précédemment que la pérennité des financements ne couvre qu'une partie des préoccupations des dirigeants associatifs. Le facteur humain (bénévolat – 31% - et motivation des dirigeants – 16%) arrive en tête des préoccupations.

A surveiller vraiment l'évolution des 2 items qui portent plus spécifiquement sur la « force » bénévole. S'il y avait une croissance (dans les enquêtes à venir) nettement constatée de ces 2 items, alors l'interprétation d'une vraie crise pourrait être engagée.

Une association sur quatre risque de réduire son effectif salarié

Les deux tiers des responsables associatifs pensent conserver leur effectif salarié, au cours des prochains mois. Si près de 10% espèrent l'augmenter, 25% d'entre eux risquent de le réduire, en moyenne.

Si votre association emploie un ou plusieurs salariés, comment voyez-vous les prochains mois, d'ici l'été 2012 ?

		Avec une augmentation du nombre des salariés	Avec un effectif salarié constant	Avec un effectif qui devra être réduit	Total
Secteur	Culture	6%	81%	13%	100%
	Loisirs	16%	65%	19%	100%
	Social	7%	60%	33%	100%
	Sports	0%	76%	24%	100%
	Autres	14%	60%	25%	100%
Salariés	1-5 salariés	7%	74%	19%	100%
	Plus de 5 salariés	10%	60%	30%	100%
Budget	Moins de 10 000 €	4%	52%	44%	100%
	De 10 000 à 75 000 €	8%	67%	25%	100%
	Plus de 75 000 €	10%	67%	23%	100%
Ensemble		9%	66%	25%	100%

Enquête R&S – ORA – Décembre 2011.

Une lecture horizontale du tableau montre que le secteur de la culture devrait être le plus stable (81%), avec peu d'associations à la hausse (6%), mais aussi peu à la baisse (13%). Le secteur des loisirs et de l'éducation populaire semble partager les prévisions à la hausse (16%) et à la baisse (19%).

Il n'en va pas de même concernant le secteur social qui présente la plus forte proportion de prévisions à la baisse (33%). Cela correspond du reste, pour une part, à une même forte proportion (30%) parmi les associations de plus de 5 salariés.

Le secteur du sport se caractérise par une absence de responsables associatifs prévoyant une hausse de leurs effectifs salariés, au cours des mois à venir.

Si l'on considère les associations en fonction du nombre de leurs salariés, les plus grandes sont à la fois celles qui sont les plus nombreuses à envisager une augmentation de leur effectif (10%), et les plus nombreuses à envisager une réduction (30%).

Si l'on considère le budget des associations, celles qui ont un très petit budget sont proportionnellement les plus nombreuses (44%) à indiquer risquer de réduire leur ressource humaine salariée : il s'agit pour elles d'intervenants ponctuels, vacataires ou temps partiel. On voit donc qu'il n'est pas facile, aujourd'hui, de disposer à la fois de très petits moyens, et de devoir assurer le salaire d'un intervenant.

Ceci pose une question redoutable : dans ces cas particuliers, le salarié, même intervenant très partiel, n'est-il pas la colonne vertébrale de l'association, sa permanence et sa garantie d'animation du groupe des bénévoles ?

L'existence même de l'association ne sera-t-elle pas remise en question, si elle doit se séparer de ce précieux intervenant ?

En 2010, 165.750 associations étaient employeurs, dont 69% comportaient jusqu'à 5 salariés. En partant des résultats de cette enquête (19% risquent de réduire leurs effectifs) et en les appliquant à cette catégorie d'associations, on peut craindre que près de 22 000 de ces petits employeurs soient ainsi concernés. En appliquant le même raisonnement aux employeurs de plus de 5 salariés (30% risquent de réduire leurs effectifs), on parvient à un pronostic qui pourrait atteindre 15 000 autres organismes.

PAROLES D'EXPERTS

Une réalité désormais connue : les capacités contributives des associations à la création et au maintien d'emplois salariés ont atteint une limite. Encore que pour certaines d'entre elles (plutôt dans les loisirs et l'éducation populaire, ou encore dans l'environnement, classé ici dans la rubrique « autre ») et en quantité non négligeable, dans le contexte actuel, la perspective de développement de l'emploi salarié reste ouverte. Une richesse ?

Ces résultats caractérisent d'abord un doute sur l'avenir, avant de caractériser une baisse du moral des troupes : en effet près de 70 % espère uniquement maintenir leurs personnels salariés, alors qu'un quart savent déjà que l'année 2012 sera marqué par une réduction d'effectifs.

La réponse très majoritaire ici pourrait entrer en contradiction avec les positions exprimées dans les premières questions. C'est quand même une perspective de non croissance qui est révélée alors que les évolutions antérieures de l'emploi pointaient une croissance continue.

III - EN VOTRE QUALITE DE DIRIGEANT ?

Et pourtant, l'optimisme personnel est majoritaire

Mais qui peut en être étonné ? Les dirigeants bénévoles des associations savent qu'ils s'engagent pour se battre, et savent bien aussi que leurs fonctions sont parfois ingrates. Ceci dit, ils sont manifestement déstabilisés en ce moment, et cela doit préoccuper les pouvoirs publics, ainsi que ceux qui prétendent exercer des responsabilités demain.

Pour son association, le dirigeant que vous êtes, se sent-il aujourd'hui ?

		Très optimiste	Plutôt optimiste	Sous-total "Optimiste"	Pessimiste	Très pessimiste	Sous-total "Pessimiste"	NSP	Total
Secteur	Culture	5%	64%	69%	26%	5%	31%		100%
	Loisirs	7%	64%	71%	21%	6%	27%	2%	100%
	Social	7%	57%	64%	31%	4%	35%	1%	100%
	Sports	1%	52%	52%	39%	9%	48%		100%
	Autres	4%	59%	63%	34%	2%	36%	1%	100%
Salariés	Pas de salarié	6%	63%	69%	26%	4%	30%	1%	100%
	1-5 salariés	1%	49%	49%	43%	7%	50%	1%	100%
	Plus de 5 salariés	-	51%	51%	41%	8%	49%		100%
Budget	Moins de 10 000 €	6%	61%	66%	28%	5%	33%	1%	100%
	De 10 000 à 75 000 €	4%	58%	61%	33%	5%	38%	1%	100%
	Plus de 75 000 €	1%	53%	54%	40%	6%	46%		100%
Ensemble		4%	59%	63%	31%	5%	36%	1%	100%

Enquête R&S - ORA - Décembre 2011.

Ce sont les dirigeants des associations employeurs qui sont les moins optimistes (49 à 51%) sans presque aucune réponse enthousiaste, et avec une forte proportion d'abstention (7% - 8%). Ceci se retrouve logiquement lorsque l'on observe les réponses en fonction du budget de l'association. Et il y a de grandes différences entre les dirigeants du sport, faiblement optimistes (52%), et ceux des loisirs et de l'éducation populaire (71%), nettement plus confiants dans l'avenir immédiat.

PAROLES D'EXPERTS

Les capacités d'action et d'initiative des responsables associatifs sont ici très largement démontrées. C'est une donnée très précieuse et très encourageante. Le désespoir associatif resterait donc marginal. Donnée sur laquelle il conviendrait de s'interroger au moment où ces mêmes associations dans de nombreux secteurs interviennent sur des champs abandonnés par la puissance publique. L'alternative associative est-elle un des éléments de « la solution » ?

Si les analyses des répondants sur les perspectives d'avenir sont à la fois réalistes au plan économique et du point de vue de l'impact budgétaire des régulations en cours et à venir, les motivations des dirigeants demeurent intactes, ce qui devrait amener les pouvoirs publics à s'appuyer sur cette détermination pour mieux gérer la situation très difficile des subventions publiques. On peut envisager, sans une action d'accompagnement et de reconnaissance résolument dynamique des pouvoirs publics, que ces résultats rassurants seront ceux qui se dégraderont le plus dans les enquêtes à venir.

Quand le questionnaire introduit le positionnement personnel du dirigeant, la tendance à la détermination et aux motivations se renforce très nettement. En quelque sorte l'individu est plus sûr de lui-même que du groupe....

Un lien naturel entre la situation perçue et l'optimisme

Parmi les responsables qui se disent très optimistes, on ne sera pas étonné d'en compter 75% estimant que la situation de leur association est bonne, depuis la rentrée. Mais on soulignera qu'ils sont tout de même 20% à la trouver difficile. Comme quoi, l'espoir les motive fortement. De même, parmi les dirigeants se disant optimistes, il s'en trouve 79% satisfaits de la situation de leur association, mais là encore, ils sont 19% à souffrir aujourd'hui et à se dire tout de même optimistes.

Inversement, parmi les responsables qui se disent aujourd'hui pessimistes, si on en trouve 62% insatisfaits de la situation de leur association, ils sont 38% à trouver bonne cette situation. Et ils craignent donc un changement au début de l'année 2012.

Déterminés !!!

Qui en aurait douté ? Et c'est bien pour cela, aussi, que les Français font confiance aux associations. Mais il faut observer attentivement la déclinaison de ce résultat global de plus de 80% de dirigeants déterminés, et analyser la composition des deux groupes de *résignés* et de *révoltés*, et tenter de comprendre les raisons de leur état.

Au fond, comment vous sentez-vous personnellement, dans votre rôle de responsables associatif ?

		Plus déterminé que jamais	Déterminé	Sous-total "Déterminé"	Résigné	Révolté	NSP	Total
Secteur	Culture	19%	63%	81%	10%	9%		100%
	Loisirs	17%	67%	84%	9%	5%	2%	100%
	Social	21%	63%	85%	8%	6%	1%	100%
	Sports	6%	68%	74%	15%	11%		100%
	Autres	23%	58%	82%	11%	6%	1%	100%
Salariés	Pas de salarié	16%	66%	82%	11%	6%	1%	100%
	1-5 salariés	18%	58%	76%	13%	11%		100%
	Plus de 5 salariés	18%	63%	80%	8%	12%		100%
Budget	Moins de 10 000 €	13%	67%	81%	13%	5%	1%	100%
	De 10 000 à 75 000 €	21%	57%	79%	10%	10%	1%	100%
	Plus de 75 000 €	23%	61%	85%	4%	11%		100%
Ensemble		17%	64%	81%	11%	8%	1%	100%

Enquête R&S – ORA – Décembre 2011.

Face à la crise qui persiste, les responsables du secteur sanitaire et social sont les plus déterminés, dès lors qu'ils se sentent mobilisés pour soutenir celles et ceux qui sont en difficulté. Presque au même niveau, on trouve les responsables des loisirs et de l'éducation populaire. En décalage, les responsables du sport sont très peu nombreux (6% contre 17%) à se sentir plus déterminés que jamais, et on trouve chez eux un peu plus de *résignés* et de *révoltés*, dont nous reparlerons.

Selon une approche liée à la qualité d'employeur, on note la moindre détermination des petits employeurs (76% contre 81%) : ils cumulent la responsabilité de salariés et, pour certains, le manque de soutien et/ou de notoriété dont peuvent bénéficier les plus grandes associations.

PAROLES D'EXPERTS

L'optimisme (réponses précédentes) et là, le volontarisme ! L'indignation n'a pas gagné la vie associative, à tout le moins celle qui a été questionnée. Est-ce inattendu ? Plutôt lorsque l'on constate que dans un ensemble grossièrement partagé en deux dans l'appréciation de l'avenir volontarisme et optimisme l'emporte : une des clefs sans doute du dynamisme associatif.

Des différences essentielles entre résignation et révolte

Dans l'échantillon de cette enquête, deux groupes méritaient une observation particulière : ceux que nous appellerons les *résignés* et les *révoltés*.

⇒ Une résignation pour des causes internes à l'association : c'est ce qui caractérise les responsables qui se disent ainsi découragés. Ils sont proportionnellement plus nombreux à appartenir à des petites associations, le plus souvent sans salarié. Elles ont un petit budget, et elles se situent plutôt dans le domaine du sport, ou de la culture.

Et parmi leurs inquiétudes, les sujets liés aux ressources humaines sont très prégnants : 35% contre 31% sont inquiets par rapport au bénévolat d'animation, et surtout 37% contre 16% mettent en premier sujet de préoccupation *la motivation et l'investissement des membres de l'équipe dirigeante*. Ceci repose sur un présent difficile : 58% sont dans une situation difficile quant au bénévolat, contre 42% pour l'ensemble de l'échantillon et 28% se disent dans une situation très difficile, contre 11% en résultat global.

⇒ Une révolte par rapport aux partenaires extérieurs : les responsables qui se définissent ainsi se trouvent proportionnellement davantage dans les très grosses associations (plus de 150 salariés et plus de 500.000 euros), mais on en trouve aussi une plus forte proportion dans le sport.

Parmi leurs sujets d'inquiétude, ils citent bien plus souvent que les autres les difficultés financières (50% contre 26%), et moins souvent les ressources humaines bénévoles (15% contre 31%). Mais ils sont aussi préoccupés que les autres, concernant *la motivation et l'investissement des membres de l'équipe dirigeante*.

Leur révolte s'appuie sur une perception du présent nettement plus dégradée, concernant les finances de leur association : 42% estiment que la situation est difficile de ce point de vue, contre 28% en résultat global, et 38% estiment qu'elle est très difficile, contre 11% pour l'ensemble des répondants.

Les motivations et les satisfactions demeurent, mais pour combien de temps ?

Plus de 80% des responsables associatifs conservent de fortes motivations et des satisfactions dans leur engagement bénévole et les écarts ne sont pas très importants, selon l'association dans laquelle ils se situent.

Précisons que les réponses à cette question montrent des tendances positives, et peuvent être utilement croisées avec les réponses à d'autres questions. Pour autant, il est difficile d'isoler, dans les réponses, ce qui ressort des motivations et ce qui ressort des satisfactions. Et même si les deux concepts sont bien souvent liés, nous estimons, sur le conseil de nos experts, que dans une prochaine enquête nous devons les séparer pour mieux approcher la réalité.

Vos motivations et les satisfactions dans votre engagement associatif sont-elles aujourd'hui ?

		Très fortes	Fortes	Sous-total "Fortes"	Faibles	Très faibles	Sous-total "Faibles"	NSP	Total
Secteur	Culture	27%	55%	82%	15%	2%	17%	2%	100%
	Loisirs	24%	58%	82%	12%	4%	16%	2%	100%
	Social	27%	57%	84%	13%	2%	15%	1%	100%
	Sports	13%	67%	80%	18%	3%	21%		100%
	Autres	27%	62%	89%	8%	1%	9%	3%	100%
Salariés	Pas de salarié	24%	60%	85%	11%	2%	13%	2%	100%
	1-5 salariés	19%	59%	78%	17%	3%	20%	2%	100%
	Plus de 5 salariés	21%	62%	83%	15%	2%	17%		100%
Budget	Moins de 10 000 €	22%	60%	82%	13%	3%	16%	2%	100%
	De 10 000 à 75 000 €	24%	59%	84%	13%	2%	15%	2%	100%
	Plus de 75 000 €	22%	64%	86%	11%	3%	14%		100%
Ensemble		23%	60%	83%	13%	2%	15%	2%	100%

Enquête R&S – ORA – Décembre 2011.

Au-delà du résultat assez homogène qui distingue tout de même – encore une fois – les petits employeurs, on peut noter quelques nuances dans l'intensité des motivations et des satisfactions. Ainsi, le secteur sportif se distingue avec seulement 13% de réponses très positives, par rapport à une forte proportion de 27% dans la culture et le secteur social.

PAROLES D'EXPERTS

La détermination et le volontarisme des dirigeants semblent liés au fait qu'ils jugent implicitement leur engagement à la fois juste et utile. C'est dans la satisfaction de la tâche accomplie que les dirigeants semblent trouver leur détermination. C'est un cercle sans conteste vertueux.

Si l'on est plus déterminé que jamais, c'est que l'on est optimiste (77%). Mais on peut aussi être pessimiste, et finalement agir par devoir (21%). Parmi ceux qui sont résignés, il se trouve tout de même 25% d'optimistes, et parmi les révoltés, ils sont 21%.

De même, la grande majorité de ceux qui indiquent que leur motivation et leur satisfaction restent très fortes, sont également optimistes. Mais il y a parmi eux 25% de pessimistes et 2% de très pessimistes. Parmi ceux qui indiquent que leur motivation est aujourd'hui faible, il se trouve 28% d'optimistes, et leurs raisons sont vraisemblablement personnelles et non liées aux difficultés actuelles.

Bien évidemment, il y a un lien direct entre la détermination et la motivation : ainsi 96% de ceux dont la motivation et la satisfaction sont restées très fortes, se disent également déterminés. Cette proportion reste très élevée (90%) chez ceux dont la motivation reste forte.

Les responsables qui indiquent que leur motivation est désormais faible se distribuent entre 33% de déterminés, 42% de résignés et 25% de révoltés. Et ils sont encore 14%, parmi ceux qui avouent que leur motivation est désormais très faible, à se dire tout de même déterminés.

Une démarche expérimentale

Même si beaucoup de précautions méthodologiques ont été prises pour préparer et réaliser cette enquête, tout comme pour en commenter les résultats, nous restons dans une attitude d'expérimentation. C'est la raison pour laquelle le présent document est soumis à l'avis d'un grand nombre de nos correspondants et de nos interlocuteurs, pour avis et suggestions.

Avec leurs retours, nous pourrions à la fois enrichir ce projet de publication, tout comme nous pourrions conforter cette démarche d'observation et de suivi, de manière à la rendre la plus utile possible pour le secteur associatif.

RECHERCHES & SOLIDARITES, un réseau d'experts au service de toutes les formes de solidarités.

Association sans but lucratif, R&S s'est donné pour objectif d'apporter aux acteurs et aux décideurs les informations les plus récentes, avec une préoccupation de complémentarité intelligente par rapport aux travaux qui sont menés et publiés par ailleurs.

Elle s'appuie sur des données provenant d'organismes officiels et sur ses enquêtes annuelles pour produire des publications nationales, régionales et départementales qui sont en libre accès sur www.recherches-solidarites.org.

R&S réalise également, en lien avec des partenaires de plus en plus nombreux (réseaux associatifs, services déconcentrés de l'Etat, conseils généraux, associations nationales...) des travaux spécifiques sur le bénévolat, la vie associative ou le don d'argent.